

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

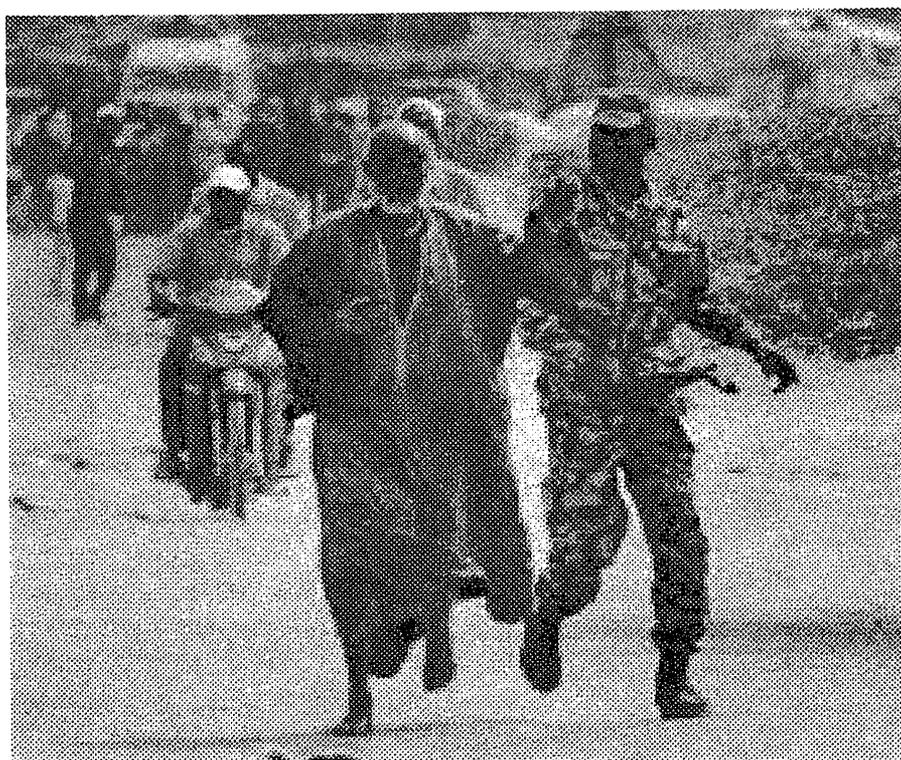
UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

Le 14 avril 2013

N° 391

PRIX : 0,60 Euro



MALI

L'ÉTAT MALIEN POSSÈDE

UNE ARMÉE À SON IMAGE

SOMMAIRE AU VERSO

SOMMAIRE

Editorial

Mali : L'Etat possède une armée à son image

Page 3

Des crimes de l'armée malienne dénoncés par des organisations humanitaires

Page 4

Côte d'Ivoire :

-Entre la vérité et le mensonge

-Lutte des enseignants pour l'amélioration de leurs conditions d'existence (P.5)

Page 6

Tchad :-Deby et son clan dictent leur loi

-Les travailleurs du secteur public ont fait plier le gouvernement (page 9)

Page 9

France: nécessaire mobilisation des travailleurs pour leurs intérêts

Page 10

Immigration

De nombreux morts à mettre sur le compte du capitalisme

ABONNEMENT

France : (En tarif réduit)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :

Nous consulter

ADRESSE

Le PAT B.P. 42

92114 - Clichy cedex

MALI

**L'ÉTAT MALIEN POSSÈDE
UNE ARMÉE À SON IMAGE**

Dans le cadre d'une « mission européenne » dont le but serait de "former" l'armée malienne, 22 pays européens ont envoyé au Mali un contingent des 550 militaires instructeurs. Ils sont basés à Koulikoro, à environ 60 km de Bamako. Environ 3000 soldats maliens recevront une formation dans ce centre. Cette "mission" est sensée durer 15 mois, son coût est estimé à 12,3 millions d'euros. Le général français qui commande cette opération a expliqué que sa mission est de "remettre à niveau l'armée malienne" car elle est "destructurée", "incapable de se projeter dans l'avenir" ... bref, que des mots gentils à l'égard de l'armée malienne qui, selon ce général, "s'est effondrée parce qu'elle souffre de vingt ans de sous-financements systématiques et de la méfiance du pouvoir politique". Pauvre armée malienne, en plus d'être "sous-financée", elle est mal aimée ! A croire ce général elle ferait même pitié! Comble d'hypocrisie, il est prévu de donner à ces pauvres soldats des "cours de droit international humanitaire et sur la protection des civils".

Comme si le comportement de l'armée à l'égard de la population qu'elle maltraite et rançonne était lié au fait qu'elle n'a pas suivi des cours de droit! Le capitaine Sanogo qui a fait le dernier putsch au Mali, a reçu une formation militaire "approfondie" aux États-Unis entre 2004 et 2010 où on lui a probablement enseigné des règles de droits, cela ne l'a pas empêché de renverser Amadou Toumani Touré, deux mois avant l'élection présidentielle prévue pour le 29 avril 2012.

L'Etat malien possède l'armée qu'il mérite et elle est à l'image de tout l'appareil d'Etat, c'est-à-dire, gangrénée par la corruption, le clientélisme et le népotisme. Elle est plus apte à terroriser et à rançonner (que ce soit au Nord ou au Sud) une population inorganisée et sans arme pour se défendre qu'à faire la guerre contre des groupes armés, surtout dans les zones désertiques du Nord. On connaît en effet les "qualités" de cette armée qui s'est illustrée à Kidal, à Konna et ailleurs, en abandonnant armes et bagages dès les premières attaques du MNLA et des djihadistes. Si l'intervention de l'armée française n'avait pas eu lieu, personne ne sait où en serait l'armée malienne aujourd'hui.

Si cette armée est corrompue de la tête aux pieds, si elle ne sait que terroriser les petites gens sans défense, ce n'est pas à cause du fait qu'elle n'a pas été formée aux droits humains mais à cause de choses beaucoup plus profondes liées au sous-développement et au pillage capitaliste.

Si l'impérialisme français a décidé d'envoyer plus de 4000 soldats au Mali et tout un arsenal en engins et en matériels de guerres sophistiqués, ce n'est pas pour aider le gouvernement malien ni à le contraindre à devenir plus soucieux des droits humains dans ce pays mais d'abord pour défendre .../...

ses propres intérêts, c'est-à-dire, ceux de sa grande bourgeoisie qui exploite et qui pille les richesses naturelles dans cette région sahélienne.

Cette intervention militaire française a un coût estimé à près de trois millions d'euros par jour et elle n'est pas prête de prendre fin même si François Hollande a procédé tout dernièrement à un retrait partiel mais c'est purement symbolique. C'est destiné à faire croire à l'opinion publique française qu'il respecte son engagement du départ qui était de se retirer du Mali assez rapidement "dès le mois de mars".

Le coût de cette "opération Serval", ce sont les classes laborieuses de France qui vont le payer d'une manière ou d'une autre mais les bénéficiaires sont les trusts comme Aréva qui exploite les mines d'uranium au Niger dont les intérêts sont menacés par l'insécurité dans ce pays frontalier du Mali.

Le coût de cette guerre sera aussi supporté d'une manière ou d'une autre par l'ensemble des populations maliennes. Elles le payent déjà sous diverses formes : par le nombre de morts de civils innocents causés par les bombardements, par le nombre de réfugiés sans cesse en augmentation, par la cherté de la vie, au Nord comme au Sud, par l'insécurité qui règne sur une grande partie du territoire, par le délabrement et la désorganisation des infrastructures et des services publics utiles à la population, etc. Elle le paye ou le payera aussi par

la haine semée entre les populations arabo-berbères du nord et celles du sud.

Personne ne connaît le nombre de morts causés directement ou indirectement par cette sale guerre, personne ne connaît avec exactitude le nombre de gens qui ont tout perdu et qui ont dû fuir le pays ou la région du Nord pour aller trouver refuge ailleurs. C'est tout cela qui constitue le coût humain de cette guerre.

Cette guerre est dépeinte par les dirigeants français et leurs protégés de Bamako comme un acte de libération des populations maliennes contre les "terroristes" mais la réalité est tout autre : c'est une guerre de l'impérialisme français pour sauvegarder sa zone d'influence dans ses anciennes colonies d'Afrique.

Les sommes importantes englouties dans les engins de mort et dans la formation de l'armée malienne auraient pu servir plutôt à former des enseignants, des ingénieurs agronomes, du personnel médical pour soigner les habitants et améliorer leurs conditions d'existence. Elles auraient pu servir à construire des routes bitumées, des ponts, à creuser des puits, à construire des écoles pour faire profiter à la population des bienfaits des connaissances techniques et scientifiques. Mais demander cela aux dirigeants impérialistes c'est comme demander à un bouc de produire du lait. Tout "socialistes" qu'ils se disent, les seules choses qui comptent pour eux, ce sont les intérêts égoïstes de leur bourgeoisie.

DES CRIMES DE L'ARMÉE MALIENNE DÉNONCÉS PAR DES ORGANISATIONS HUMANITAIRES

Selon Human Right Watch, une organisation internationale de défense des droits de l'Homme, deux Touaregs accusés de soutenir des groupes terroristes sont morts dans la prison centrale de Bamako. Selon cette organisation, ces deux prisonniers auraient trouvé la mort dans la nuit du 6 au 7 avril "à cause de la chaleur accablante, et aussi des suites des blessures dont ils ont été victimes, favorisant une détérioration de leur état de santé...". Ils avaient été interpellés avec cinq autres, le 15 février, dans la ville de Léré, près de Tombouctou. Cela s'est passé après l'avancée de l'armée malienne suite à l'engagement militaire de la France dans ce pays pour reconquérir le Nord du Mali.

La même organisation dénonce aussi l'arrestation de sept autres Touaregs au mois de mars. Ils ont été emprisonnés, torturés par l'armée

maliennne. Les conditions d'incarcération étaient tellement horribles que deux d'entre eux sont morts en prison.

Cette organisation internationale signale les exactions et les morts en prison dont elle a connaissance et rend publics les témoignages des prisonniers. Ce qui est sûr, c'est qu'il y a de nombreuses autres victimes de la répression féroce commise par l'armée malienne que le public ignore.

L'armée française qui est présente au Mali laisse l'armée malienne commettre ses crimes d'autant plus qu'elle aussi a de nombreux morts parmi des civils innocents à cacher. Qui connaît en effet la réalité du nombre de morts causés par les bombardements aveugles (parfois de nuit) commis

par son aviation ? Mais là-dessus, c'est l'opacité totale.

Les exactions, les tortures et les morts ne feront que creuser encore plus le fossé de haine

entre les communautés ethniques du nord et du sud. C'est une des conséquences néfastes de cette sale guerre.

MALI

COMMISSION DIALOGUE ET RÉCONCILIATION L'ART DE CASER SES AMIS ET DE DILAPIDER LES CAISSES DE L'ÉTAT



Des réfugiés maliens à Fassal, en Mauritanie

Pendant que de nombreux témoignages confirment que l'armée malienne commet des actes de barbaries (exécution sommaires, tortures et autres violences) à l'encontre des habitants du Nord accusés de mener des activités terroristes alors qu'ils s'agit la plupart du temps de simples habitants qui ont le seul tort d'avoir "la peau claire" ou assimilés comme tels, à Bamako, le gouvernement parle hypocritement de faire de la "réconciliation entre les différentes communautés maliennes" une de ses principales préoccupations.

Dioncounda Traoré, l'actuel président intérimaire, vient en effet de mettre sur pied une "Commission pour le dialogue et la réconciliation"

mais contrairement à sa vocation officielle, cette trouvaille du président servira surtout à caser ses amis et ses proches afin d'agrandir le cercle de sa clientèle politique tout en dilapidant le peu d'argent qui reste dans les caisses de l'Etat.

Cette Commission est composée de 30 "commissaires", d'un président et de deux vice-présidents, tous nommés par le chef d'Etat malien. Le président de cette commission n'est autre qu'un de ses plus proches amis; il s'agit de Mohamed Salia Sokona, ancien ministre de la Défense d'Alpha Konaré.

Si le souci du président malien était réellement de chercher le dialogue et la paix entre l'Etat malien et les populations du nord du pays comme il le prétend, il aurait dû commencer par utiliser l'argent de l'Etat non pas pour engraisser ses amis politiques mais pour satisfaire les besoins pressants de ces populations qui manquent de tout. Creuser des puits, faire fonctionner correctement les écoles, les hôpitaux et les dispensaires publics, créer des maternités, des centres de santé et des écoles là où il n'y en a pas, feraient plus avancer la cause de la paix que les démonstrations de forces et les exactions auxquelles se livrent l'armée malienne sous la protection des troupes françaises.

CÔTE D'IVOIRE

ENTRE LA VÉRITÉ ET LE MENSONGE !

Le Premier ministre Kablan Duncan a tenu une conférence de presse le 4 avril. Quelques jours plus tard, son ministre du Commerce, Jean-Louis Billon, à son tour, a accordé une interview au quotidien *Fraternité-Matin*. Ce qui ressort de leurs propos, et d'ailleurs des actes du gouvernement, c'est que les travailleurs et les populations pauvres n'ont rien à en attendre.

Kablan Duncan a déclaré que « le revenu par tête d'habitant connaît une hausse de 7,8% en

2012 et nos populations devraient de plus en plus sentir les effets en 2013. Ajoutant, le revenu par tête d'habitant prévoit 8,5% pour l'année 2013 ». A écouter ce monsieur, donc, le quotidien des travailleurs s'améliorerait dans ce pays. On a envie de lui demander s'il habite bien en Côte d'Ivoire. Si c'est le cas, en tout cas, ce n'est certainement pas dans la Côte d'Ivoire des pauvres, pour lesquels les salaires sont bloqués depuis des années alors que les prix des biens de consommations ne cessent d'augmenter. Mais alors, à quoi riment ces propos

du Premier ministre, quand il dit que la situation s'est améliorée, sinon qu'il parle uniquement pour les riches dont lui-même fait partie ! En effet, pour obtenir ces chiffres qui indiquent une augmentation des richesses produites par tête d'habitant, Kablan Duncan n'a fait que diviser le « produit intérieur brut », qui est censé mesurer la richesse produite en une année, par le nombre d'habitants. Comme en Côte d'Ivoire, il se vend plus de voitures de luxe 4 x 4, il se construit plus de villas luxueuses, de magasins et de restaurants de luxe, le premier ministre en conclut mensongèrement que nous devenons tous chaque jour plus riches !

A ce rythme a-t-il encore dit, sans rire, nous serons un « pays émergent vers 2020 ». Mais pour cela, ajoute-t-il, il faudra « le travail, le travail et encore le travail ». Selon lui, « en Asie, on travaille 12h par jour. Mieux, a-t-il insisté, 16h et même 18h ». « Quand vous travaillez à ce rythme durant 10 ou 20 ans, conclut-il, vous devenez la 1^{ère} puissance mondiale ! ».

A coup sûr, de cette façon, Kablan Duncan et Jean-Louis Billon, tous deux, riches propriétaires d'entreprises par ailleurs, s'enrichiront beaucoup

plus, surtout s'ils réussissent à faire crever les travailleurs au boulot pour une assiette d'attiéké !

Cela n'empêche pas ce même Jean-Louis Billon de déclarer le 9 avril : « nous sommes un des pays les plus chère du monde. Abidjan est classé parmi les 50 villes les plus chères du monde. Qu'elle soit plus chère que San Fransisco ou Los Angeles aux Etats-Unis est un gros problème. Car l'ivoirien a un pouvoir d'achat nettement moins important que celui d'un américain ». C'est le moins qu'il puisse dire ! Sauf que cette vérité-là, il ne la disait pas à l'attention des travailleurs mais plutôt à l'attention des forces de l'ordre qui rackettent ses camions et ceux de ses pairs, et qui, selon lui, renchérissent le coût de la vie, puisque les riches font payer la note aux consommateurs que constituent les travailleurs et les populations pauvres.

Selon la logique de ses propos, puisque la vie est chère et les salaires bas, il faudrait une augmentation générale des salaires.

Voilà pourquoi un coup de colère des travailleurs serait nécessaire et salutaire, à l'exemple de celui des enseignants.

CÔTE D'IVOIRE

LA LUTTE DES ENSEIGNANTS POUR L'AMELIORATION DE LEURS CONDITIONS D'EXISTENCE

L'intersyndicale du secteur éducation-formation qui regroupe une vingtaine de syndicats d'enseignants a déclenché une nouvelle grève d'une semaine depuis le 8 avril. Ils sont à leur sixième grève en sept mois. Ce qui a déclenché cette fois-ci la colère des enseignants, ce sont les coupes sur leur salaire des jours de grève passés, auxquelles s'ajoutent des revendications pécuniaires toujours non satisfaites et les nombreuses provocations du gouvernement.

Parmi ces provocations, il y a celle du ministre de la Fonction Publique, Gnamien Konan, qui non content d'avoir coupé le salaire des jours de grève, a annoncé le 2 avril à la télévision, de façon mensongère, que les instituteurs perçoivent un salaire de 307.000 francs CFA alors qu'il est en réalité de 246.000. Autre provocation du gouvernement : en guise de représailles, des enseignants ont été révoqués de leur poste et d'autres ont été mutés n'importe comment.

Tout cela n'a fait que renforcer le mécontentement déjà existant. En effet, le corps enseignant a des revendications non satisfaites. Elles portent essentiellement sur les arriérés non perçus. Les uns dénoncent le non-respect des avancements automatiques qui doit s'opérer tous les deux ans avec effet financier ; d'autres, le non-respect de la nouvelle grille salariale adoptée depuis 2009. Il y a aussi un reliquat important sur la « bonification indiciaire » au primaire, non réglé, etc.

Des menaces aux actes

Lors de la dernière rencontre des représentants des enseignants avec le Premier ministre, ce dernier leur a clairement signifié que « l'Etat ne peut aller au-delà » de ce qu'il a déjà cédé. Par ailleurs, le ministre de l'Enseignement, jouant le rôle de policier leur a signifié que « ceux qui feront l'objet de trouble à l'ordre public seront mis aux arrêts ».



Le 4 février 2013 : répression contre les enseignants grévistes (11 membres l'Isef, Intersyndicale du secteur éducation formation) ont été arrêtés

Liant l'acte à la parole, une dizaine d'enseignants du primaire et du secondaire ont été mis aux arrêts dès le premier jour de grève. Mais grâce à la mobilisation de leurs camarades, la majorité d'entre eux ont été libérés après deux à trois jours de détention. Mais à ce jour, trois instituteurs sont toujours entre les mains de la gendarmerie à Lakota et peut-être d'autres ailleurs.

Le siège du Mouvement des Instituteurs pour la Défense de leurs Droits (Midd), à Abidjan, est assiégé par les gendarmes depuis le 8 avril. Les forces armées sont positionnées aussi dans les enceintes des écoles.

Qui prend les élèves en otage?

Le ministre de l'Éducation a accusé les enseignants de vouloir « prendre en otage les enfants » dont ils mettraient l'année scolaire en danger. Et le gouvernement, ne prend-il pas en otage les élèves en ne cédant pas aux revendications des enseignants ? Comme le gouvernement n'est pas à une démagogie près, à l'écouter, c'est à cause des tous petits avantages que les enseignants ont réussi à arracher par leur lutte jusque-là que les

autres salariés de l'État, n'ont eu aucune avancée sur leur salaire. Le disant, le gouvernement espère surtout leur mettre à dos les autres salariés.

Pourtant ce sont ceux qui sont au gouvernement qui roulent carrosse ; ils dépensent des milliards pour équiper les forces armées. Et quand il s'agit de payer les petits salariés de l'État qui n'en peuvent plus, alors là, il n'y aurait plus d'argent. Et ce serait les enseignants, les responsables des bas salaires des petits salariés de la fonction publique ? C'est vraiment se moquer des gens !

« Salaire coupé, école coupée »

C'est par ce slogan que les instituteurs ont à nouveau mobilisé leur troupe. En tant que travailleurs, on ne peut être que solidaire de leur lutte. C'est grâce à leur mobilisation qu'ils ont réussi à arracher de petits avantages qu'ils estiment à juste titre être leur droit. C'est encore par la mobilisation qu'ils ont réussi à faire libérer leurs camarades arrêtés.

Les jours qui viennent nous situeront sur la politique que suivra le gouvernement. Ce sera peut-être un durcissement de la répression. D'autant plus, si le mouvement faiblit. A l'inverse, le gouvernement reculera d'autant plus si le mouvement gagne d'autres catégories de salariés. Cet élargissement du mouvement, s'il se produit, ne sera pas le fait des enseignants qui ont plutôt une politique corporatiste. Mais ce sera à cause du fait que les travailleurs, qu'ils soient du privé ou du public, n'arrivent plus à joindre les deux bouts, tellement la vie est devenue chère. Comme chez les enseignants, la colère peut aussi exploser.

TCHAD

LES POPULATIONS CRAIGNENT DES ATTENTATS TERRORISTES

Depuis l'envoi, par Idriss Deby, des troupes tchadiennes pour combattre au Mali les groupes armés islamistes (Aqmi, Mujao et An Sardine) aux côtés des soldats de l'impérialisme français, les populations tchadiennes, en particulier à Ndjaména, craignent pour leur vie. Celles-ci ont peur que des extrémistes islamistes, pour venger leurs chefs et autres combattants tués (Deby crie bien fort à qui veut l'entendre, que ce sont ses soldats qui ont tué les deux chefs d'Aqmi au Mali) ne s'attaquent à

elles. Des Tchadiens pensent que ces extrémistes qui n'ont aucun respect pour la vie sont capables de tuer des innocents qui ne sont pour rien dans le conflit armé au Nord-Mali ; qu'ils peuvent, à Ndjaména par exemple, se faire sauter avec des bombes en plein marché du centre ou de Dembé, pour faire plus de victimes. Les agissements sanglants de ces extrémistes à Gao, Tombouctou ou Kidal montrent ce que leurs acolytes sont capables de faire au Tchad. Le fait que récemment un

"clandoman" (personne qui utilise sa moto pour transporter des gens en guise de taxi) a livré aux forces de l'ordre un homme suspect parce que ne connaissant pas bien la ville de Ndjamena et ne sachant parler aucune des langues tchadiennes, a fait monter d'un cran le sentiment d'insécurité.

Ce climat d'inquiétude est pesant, à tel point que Deby s'est senti obligé de monter au créneau pour calmer les esprits. Dans une déclaration à l'hebdomadaire « *Notre Temps* », il a commencé d'abord par rendre hommage aux 13 soldats tombés sur le champ de bataille au Mali. Mais en réalité il faudrait multiplier ce chiffre par dix. Selon des rumeurs, les autorités militaires, pour enterrer les corps des soldats rapatriés, auraient commandé 80 cercueils à un menuisier de Dembé (un quartier populaire de Ndjamana) et 50 autres dans un autre quartier. Ce qui ferait 130 caisses. De plus un hebdomadaire de la place a même avancé un chiffre de 300 soldats tués au Mali. Il n'y a pas eu de démenti. Ensuite Idriss Deby a exhorté les Tchadiens à « *plus de vigilance* ». Enfin, par précaution, il a décidé de faire fermer 160 mosquées

dans le pays. Parce que, selon lui, c'est dans ces endroits de culte que se retrouvent des djihadistes pour décider des actions terroristes.

Des gens disent que si des attentats terroristes éclatent un jour dans le pays, Deby aura sa part de responsabilité. Ils se demandent : « Qu'est-ce qu'il est allé chercher si loin, au Mali ? Même les dirigeants qui font partie de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest traînent les pieds pour aller éteindre le feu chez leur voisin le Mali ». Pourquoi cet empressement de Deby ? « *L'argent du pétrole lui a tourné la tête* » ou « *il veut faire le grand chef comme Kadhafi* », c'est ce que l'on entend dans les milieux populaires à Ndjamena.

A l'insécurité causée par des individus armés qui détroussent les gens la nuit tombée, profitant des coupures d'électricité dans des quartiers populaires ou parfois même en plein jour, s'ajoute aujourd'hui la crainte qu'éclatent d'un jour à l'autre des attentats terroristes. Et l'intervention de Deby pour calmer les esprits n'y peut rien.

TCHAD

DEBY ET SON CLAN DICTENT LEUR LOI

Depuis la prise du pouvoir d'Idriss Deby en 1990, grâce à l'appui de l'armée française présente au Tchad, lui, sa famille et son clan dictent de plus en plus leur propre loi. Ils se croient tout permis et se comportent comme en pays conquis. En voici deux exemples :

Début février dernier, une dispute a éclaté entre un gradé de l'armée et un vendeur de crédit pour téléphone portable, près du marché central de Ndjamena. Le vendeur affirme avoir chargé le téléphone de son client pour une somme de 1000 francs CFA. Ce dernier dit n'avoir rien reçu. Pris pour un menteur, le client sort son couteau et blesse le vendeur. Celui-ci répond par un coup de couteau au cœur. Constatant la mort de son client, il court se constituer prisonnier dans le commissariat le plus proche. La victime est zaghawa, de l'ethnie du président Deby.

Ayant appris la nouvelle, des éléments de la garde présidentielle composée, semble-t-il, exclusivement de Zaghawa, font irruption dans le commissariat en question, armés jusqu'aux dents. Devant cette armada d'hommes puissamment

armés, le commissaire, les gardes et autres policiers ont pris la fuite. Les assaillants font sauter la serrure, entrent et abattent le prisonnier.

Leur patron Deby débarque au commissariat. Solidarité oblige ! Au lieu de sanctionner ses propres « frères » qui ont enfreint la loi, il fait diversion. Par une ordonnance expresse, il suspend la police dans tout le pays.

Le second exemple s'est passé à Moundou, vers la fin du mois de mars, sur le pont du fleuve Logone, à voie unique. Un autre gradé de l'armée, lui aussi zaghawa, s'y engage sans attendre son tour, et se retrouve bloqué au milieu du pont par une voiture venant en sens inverse. Un agent lui demande de faire marche arrière. Il refuse. Il aurait même giflé l'agent. Les autres agents se seraient jetés sur lui pour le tabasser.

L'affaire a pris une tournure politique. Une manifestation de rue est organisée par un groupe de personnes de l'ethnie du président Deby. Des monuments publics ont été caillassés ou détruits, les manifestants réclament la démission du maire de

Moundou. Ayant appris que leur maire est en danger, des centaines de personnes armées de couteau de jet, de coupe-coupe et d'autres armes traditionnelles, débarquent de tous les coins (Koutou, Ngara, Cotonfranc, etc.) et convergent vers la mairie. Pour éviter un affrontement sanglant entre les deux communautés, zaghawa et ngambaye

(originaires de Moundou), un émissaire dépêché d'urgence de Ndjamena a pu ramener le calme, in extremis.

Bien entendu ni le gradé de l'armée ni les manifestants de son ethnie n'ont été sanctionnés. Solidarité oblige !

TCHAD

JOURNÉE SANS TÉLÉPHONE PORTABLE

Le 15 mars dernier l'Association pour la défense des droits des consommateurs (ADDC) a appelé tous les usagers à observer une « *journée sans téléphone portable* » pour protester contre la nouvelle mesure du gouvernement qui, par un récent décret, a imposé le prélèvement automatique de 1,18 franc par appel.



Une affiche de l'ADDC parue dans des journaux locaux

Depuis 2 ans, diverses taxes sont prélevées de façon arbitraire sur les appels téléphoniques par des compagnies privées de téléphonie mobile : Tigo, Airtel, Salam, Tawali, etc. Airtel et Tigo sont les deux plus importantes.

Tigo par exemple, prélève une taxe appelée « *taxe ARV* » de 10 francs CFA sur les premiers appels. Quant à l'opérateur Airtel, il retient depuis le 2 mars 1,18 franc CFA sur chaque appel. C'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase des mécontentements. Partout dans le pays, surtout à Ndjamena, les gens râlent contre ces prélèvements abusifs et injustes. Au point que l'ADDC est sortie de son long sommeil pour appeler tous les

consommateurs à observer cette journée sans téléphone mobile.

Depuis quelques années, le téléphone portable est devenu un outil indispensable de communication et de relation sociale, utilisé par un large public. Ce n'est plus un luxe réservé uniquement à quelques privilégiés : DG, PDG, hauts fonctionnaires ou cadres des entreprises privés, etc. Des petites gens l'utilisent pour appeler les familles aux villages ou dans les autres villes du pays, ou même à l'étranger ; elles l'utilisent pour s'enquérir de la santé des parents ou amis, pour annoncer diverses nouvelles : mariage, décès, naissances, réunions, etc. Malgré leur faible ressource, les gens font tout pour détenir un portable. Elles supportent très mal ces diverses taxes, injustes et arbitraires, qui vident leurs poches.

La téléphonie mobile rapporte gros aux opérateurs et des miettes substantielles au gouvernement. Selon le service-clientèle de Tigo et d'Airtel, il y aurait 2 millions d'abonnés pour chacune des deux principales compagnies. Elles prélèveraient à elles seules 40 millions de francs CFA de taxes par jour. Où va tout cet argent ? Les opérateurs répondent : « *au gouvernement qui nous a imposé le prélèvement de ces taxes. Nous ne faisons qu'obtempérer* ». Le gouvernement et, surtout les opérateurs, saignent donc à blanc les petits consommateurs.

On ne sait rien de la portée de la « *journée sans téléphone mobile* ». Mais cette manifestation a au moins le mérite de signifier à ces rapaces le sentiment de révolte des consommateurs à propos des prélèvements abusifs. Elle sonne comme un premier avertissement lancé à la face des autorités et des opérateurs de téléphonie mobile.

TCHAD

LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC ONT FAIT PLIER LE GOUVERNEMENT

En grève depuis plus de six mois, les fonctionnaires et les agents de l'Etat ont obtenu gain de cause. Le 28 mars dernier les responsables syndicaux de l'Union des syndicats du Tchad (UST) qui avaient signé un accord avec le gouvernement ont appelé le 1^{er} avril à la reprise du travail. Cependant ils ont exhorté les travailleurs à rester vigilants. En contrepartie le gouvernement « s'engage à payer exceptionnellement les salaires retenus pour fait de grève (...), à annuler les affectations, rétablir dans leurs fonctions les principaux responsables syndicaux, appliquer intégralement les 40% des effets financiers de la nouvelle grille salariale (...) ».

Rappelons que les autorités avaient à maintes reprises tenté de casser la grève en emprisonnant des membres de l'UST ou en éloignant d'autres par des affectations-bidon, ou en supprimant arbitrairement le salaires des grévistes. Mais les travailleurs ont tenu bon. Aujourd'hui force est de constater que l'arrogance des autorités et leur mépris envers les travailleurs ont pris du plomb dans l'aile.

Même si les travailleurs n'ont pas reçu entière satisfaction à leurs revendications, le recul du gouvernement constitue une petite victoire. C'est un encouragement pour les luttes futures.

FRANCE

NÉCESSAIRE MOBILISATION DES TRAVAILLEURS POUR LEURS INTÉRÊTS

Cela fait environ onze mois que le parti socialiste est au pouvoir. Alors que la nouvelle équipe dirigée par François Hollande est à la tête du pays, le chômage continue d'augmenter et les attaques du patronat contre les travailleurs se poursuivent de façon aussi féroce qu'à l'époque du pouvoir de droite dirigé par Sarkozy.

Pour des prétextes futiles les chômeurs sont radiés des listes de Pôle emploi et perdent leur droit à percevoir des indemnités. De nouveaux sales coups contre leurs moyens d'existence sont en préparation pour la nouvelle convention de l'Unedic prévue d'être signée à la fin de cette année.

Les retraités ne sont pas de reste : pour avoir droit à une retraite pleine, les salariés devront cotiser plus longtemps. Le 1^{er} avril est entrée en application la décision de détacher le montant des retraites complémentaires des hausses des prix, ce qui se traduira par un recul du pouvoir d'achat des retraités. Une nouvelle taxe, la Casa (Contribution additionnelle de solidarité pour l'autonomie) représentant 0,3% sera prélevée sur les pensions.

Les travailleurs émigrés sont frappés par ces mesures au même titre que tous les travailleurs de ce pays. Les doyens qui espéraient partir au pays, profiter d'une retraite bien méritée, devront patienter encore alors qu'ils sont usés par les longues années de labeur dans les chantiers, sur les chaînes de montage, dans les services de nettoyage ou de manutention.

En ce qui concerne les jeunes, leur situation n'est pas plus enviable. Dans tous les foyers de



Une manifestation des travailleurs de l'usine de PSA

Afin de continuer à faire des profits malgré la crise, les patrons continuent comme par le passé d'avoir les mains libres pour fermer certaines usines et jeter des salariés à la rue. Au nom de la compétitivité, les travailleurs sont tenus d'accepter la flexibilité et les réductions de salaires.

travailleurs immigrés, ils sont nombreux à galérer du matin au soir pour trouver ne serait-ce qu'un petit boulot la plupart du temps rémunéré de façon dérisoire. Parmi eux il y a des gens mariés et pères d'enfants en bas âge vivant avec leur mère restée au pays. Avec la situation qu'ils vivent actuellement ici, ils éprouvent de grandes difficultés à payer le voyage pour aller les retrouver au pays.

Pour pallier son déficit dû aux baisses de rentrée d'argent suite au chômage, la caisse de Sécurité Sociale rembourse de moins en moins les dépenses de santé des travailleurs. Cela a comme conséquence que de nombreuses personnes se privent de soins même quand elles se savent

malades

Les travailleurs africains en France ne sont pas tous résignés face à cette situation. La colère existe et il est important qu'elle s'exprime pour opposer la force de tous les travailleurs au dictat du patronat et arracher par la lutte l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous sans diminution des salaires.

Quels que soient leur carte d'identité, leur statut ou leur âge, les travailleurs de ce pays, français comme immigrés, ont les mêmes intérêts fondamentaux. Ils représentent une force sociale capable, si elle se mobilisait, de mettre un coup d'arrêt à la dictature du grand capital.

IMMIGRATION

DE NOMBREUX MORTS À METTRE SUR LE COMPTE DU CAPITALISME

Le 8 avril, le corps d'un jeune homme mort a été trouvé dans le train d'atterrissage d'un avion en provenance du Cameroun, à l'aéroport de Roissy. Il avait succombé au froid.

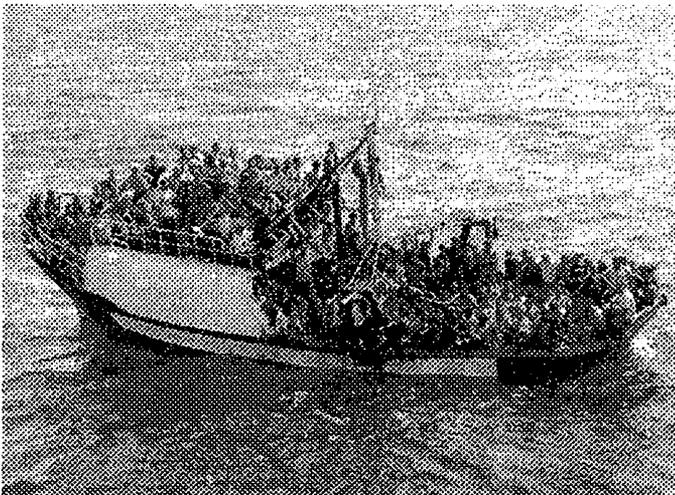
Ce n'est malheureusement pas la première fois qu'un tel drame se produit et ce ne sera sans doute pas la dernière car la misère ne fait que s'aggraver au fil des ans en Afrique. Cette misère ainsi que le désespoir qu'elle engendre font que de nombreuses personnes cherchent dans l'exode un moyen d'échapper à leur condition d'existence rendue insupportable au fil du temps.

Une grande partie des immigrés clandestins quittent leur pays à bord d'embarcations de fortune au péril de leur vie. Un certain nombre parmi eux, qui ont « *la chance* » de ne pas succomber à la soif, à la faim ou à l'épuisement dans les zones désertiques traversées, ne peuvent pas pour autant se considérer comme sortis d'affaire.

Après ce périple il y a généralement encore celui de la traversée maritime. Ceux qui parviennent à prendre le large en pirogue et ne périssent pas en mer, ne sont pas forcément au bout de leur peine. La majorité des rescapés n'échappe pas à la chasse à l'homme des brigades de garde-côtes des pays riches.

Après quelque temps passé en centre de rétention, ils sont pour la plupart reconduits manu militari vers leur pays d'origine et se retrouvent ainsi à nouveau à la case départ avec la fatigue, l'usure et l'affaiblissement en plus.

Les personnes qui tentent de s'en sortir de cette façon ne le font cependant pas de gaieté de cœur. Elles le font parce qu'elles ne voient aucune autre issue à leur existence misérable. La pauvreté et la misère dans lesquelles leur village ou leur région a sombré progressivement, ne sont elles-mêmes pas fortuites.



Un bateau de migrants traversant la méditerranée

Si on cherche un peu à savoir, on s'aperçoit qu'il n'en a pas été toujours ainsi dans le passé ; que cette situation est en grande partie la conséquence du ravage impitoyable de l'Afrique par les grandes puissances impérialistes. Plusieurs décennies de domination coloniale, suivies de plus d'un demi-siècle de régimes dictatoriaux au service des privilégiés et dévoués aux grandes puissances, ont fini par démolir le peu qui fonctionnait des anciens systèmes économiques.

Le capitalisme a balayé tout cela. Le progrès et le bien-être n'ont profité qu'à une infime minorité de parasites et d'exploiteurs. Pour la grande majorité, c'est la misère, la dictature et l'exploitation à outrance qui continuent jusqu'aujourd'hui. De nombreuses contrées se trouvent ainsi exsangues. Les conditions d'existence de millions d'êtres humains se trouvent aujourd'hui en danger à cause des famines récurrentes, généralement consécutives à la confiscation des bonnes terres et aux monocultures d'exportation qui y sont

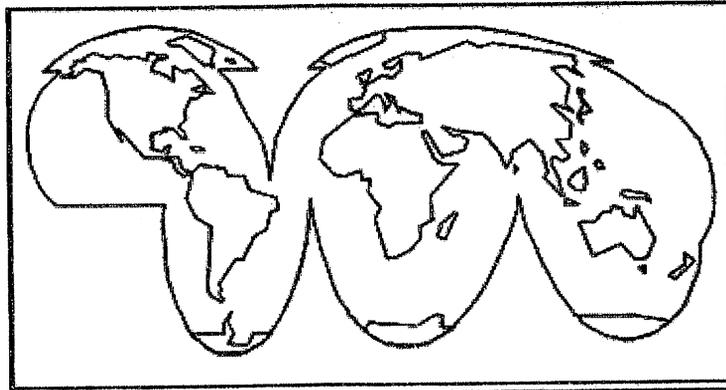
pratiquées au détriment de l'agriculture traditionnelle de subsistance.

Aux insurmontables difficultés de boire et de manger à sa faim, de se vêtir un minimum, il faut ajouter celle de ne pas mourir de maladie même bénigne tant le système de santé est dégradé. C'est sur ce terreau fertile que des périls tels que la xénophobie, la délinquance, les phénomènes de bandes armées, se développent et cette liste catastrophique n'est malheureusement pas exhaustive.

L'Afrique est aujourd'hui victime d'une maladie qui a un nom : le capitalisme. Ce système étant lui-même malade et en crise, ne fait qu'entraîner dans son agonie les pays qu'il a appauvris durant de longues années de domination.

Ce n'est qu'en mettant fin à ce système sans avenir viable, que les peuples du monde entier pourront vivre décemment et travailler librement là où ils le souhaitent.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leurs langues ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur reprendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.